



CLEMENT ALLARD

## Éditorial

# Le Termineur

**Réjean Parent**

Président

Bien que ce titre puisse évoquer l'acteur américain d'origine autrichienne, Arnold Schwarzenegger, qui vient tout juste de recueillir la faveur de l'électorat californien, c'est plutôt en pensant à notre premier ministre qu'il m'est venu en tête. Il y a à peine six mois que les libéraux sont au pouvoir, et il se passe bien peu de semaines sans qu'on nous annonce ou qu'on nous prédise la disparition de protections ou d'institutions qui nous sont chères comme collectif québécois. Sous prétexte qu'il en a le mandat, M. Charest veut mettre à feu et à sac la social-démocratie issue de la Révolution tranquille, soulageant ainsi les frustrations du patronat.

Avec sa sempiternelle réplique : « C'est écrit dans notre programme, on va le faire », le premier ministre nous parle de *réingénierie* de l'État, prétextant qu'il urge de le moderniser et qu'il prend les moyens pour que nous en soyons encore plus fiers. Jusqu'à présent, le discours nous laisse entrevoir la disparition d'importantes responsabilités de l'État, la limitation des droits syndicaux, l'abandon du bien commun au capitalisme sauvage et une approche consumériste par une tarification des services à la personne utilisatrice. De quel État serons-nous si fiers lorsqu'il aura été ratatiné à sa plus simple expression et qu'il profitera à un groupe de plus en plus restreint ?



Réjean Parent et la vice-présidente, Jacinthe Côté, ont participé à la manifestation organisée par le Réseau de vigilance démocratique.

Dans une lettre récente à la population, M. Charest réitérait son *credo* conservateur et invitait les groupes de pression à mettre leurs intérêts corporatistes de côté. Il est tout de même bizarre de voir un tel appel à des groupes qui touchent les trois quarts de la population québécoise, alors que celui qui semble servir des intérêts occultes est le premier ministre. À qui profitera sa course effrénée vers les baisses d'impôt, l'abolition de l'article 45, la privatisation de certains services publics, la disparition de certaines institutions gouvernementales, la domestication des organisations syndicales et la tarification nouvelle ou accrue de certains services ? Le programme est simple, on abandonne de plus en plus le collectif pour laisser les individus à eux-mêmes, en laissant entendre qu'ils auront une meilleure qualité de vie. On peut faire le pari qu'il y aura tout simplement de plus en plus de mal-nantis et que les riches seront de plus en plus riches.

Ce n'est pas le mandat que le nouveau gouvernement a reçu de la population. Ce n'est pas sur le programme écrit qu'on vote, mais bel et bien sur les déclarations en campagne électorale. La population québécoise a opté

pour du changement en croyant qu'elle aurait un meilleur accès aux soins de santé, que l'éducation redeviendrait une véritable priorité et que l'État s'occuperait de pourvoir à un partage équitable de la richesse. Elle a rejeté l'ADQ qui prônait moins ou pas d'État, en croyant que les libéraux mettraient de l'avant un État plus efficace. M. Charest n'a pas de mandat pour moins d'État, mais bel et bien pour un État plus responsable du bien commun qui passe ailleurs que par du délestage.

L'intransigeance caractérise ce gouvernement néo-adéquiste depuis son accession au pouvoir, et c'est en catimini qu'on prépare le démantèlement de l'État. Se refusant à la transparence des institutions démocratiques et à la consultation des groupes sociaux, sa conduite unilatérale de l'État semble cacher un projet inavouable qui ne plaira qu'à une minorité. Au déluge de mots du premier ministre dans un désert d'idées, nous devons y substituer un projet de société inclusif où toutes et tous pourront prétendre à une qualité de vie adéquate. La négociation de nos conditions de travail est une bonne occasion de contribuer à la construction de ce rempart contre l'érosion des acquis collectifs, mais nous ne pouvons limiter nos mobilisations à ce seul terrain au cours des prochains mois. Il nous appartiendra de nous engager dans des luttes pour assurer la protection de la social-démocratie. La participation de notre Centrale au Réseau de vigilance démocratique qui relie plus d'une quarantaine d'organismes syndicaux et communautaires est un pas dans cette direction.

Partout où le bien commun est mis en péril, M. Charest nous trouvera sur son chemin. Nous l'invitons à calmer ses ardeurs pour les intérêts corporatistes d'une minorité afin qu'il s'emploie plutôt au développement d'un Québec pour toutes et tous.

### Nouvelles CSQ

Volume 24, n° 2

Publication de la Centrale des syndicats du Québec

9405, rue Sherbrooke Est, Montréal (Québec) H1L 6P3 • Tél. : (514) 356-8888 • Téléc. : (514) 356-9999

Courriel : [allaire.luc@csq.qc.net](mailto:allaire.luc@csq.qc.net)

Directrice des communications : Louise Rochefort

Rédacteur en chef : Luc Allaire

Rédaction : Muriel Béasse, Pierre Beaulne, Hélène Béchar, Alain Breuleux, Véronique Brouillette,

Valérie Cusson, Nicole de Séve, Jean-Philippe Fortin, Tanya-Kathleen Hamm, Réginald Harvey,

Thérèse Laferrière, Éric Laroche, Hélène Le Brun, Nicole Marchand, Linda Olivier, Marie Pelchat,

Marie-Josée Rousse, Julie Roy, Jacques Salomé, Carl Tremblay

Secrétaire adjointe à la publication : Danielle Gagnon

Révision : Micheline Jean, Louise Ouimet

Design graphique et éditique : Johanne Boucher

Directrice, production scriptovisuelle et diffusion : Mireille Faucher

Assistante de la production scriptovisuelle : Louissette St-Gelais

Publicité : Jacques Fleurent (514) 355-2103 • [publicite@csq.qc.net](mailto:publicite@csq.qc.net)

Photo de la couverture : KEDL

Photographes : Clément Allard, Normand Blouin, Robert Gosselin, Jean-François Leblanc,

Hélène Rochon, Julie Roy

Illustrations : Paul Bordeleau, Marc Mongeau

Préresse et impression : Transcontinental

Tirage : 109 000 exemplaires

Dépôt légal

Bibliothèque nationale du Québec

Bibliothèque nationale du Canada

Troisième trimestre 2003

ISSN 1497-5157

0304-59



La CSQ sur Internet : [www.csq.qc.net](http://www.csq.qc.net)

Abonnement : Centre de documentation de la CSQ,

(418) 649-8888, [st-pierre.lisette@csq.qc.net](mailto:st-pierre.lisette@csq.qc.net)

Poste-publications : N° de convention 40068962